L'hebdo des socialistes

N°586
DU 16 AU 22 OCTOBRE
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 – Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline • RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires

PS

Numéro spécial 16 pages

La Nouvelle Donne INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE

Retour sur la Convention nationale du 9 octobre

Laurent Fabius

« Le temps n'est plus, s'il exista jamais, où politique intérieure et politique étrangère étaient disjointes. Désormais tout est lié : économie, technologie, environnement, santé, sécurité, les questions majeures sont à la fois nationales et internationales. Voilà pourquoi il était important que les socialistes - demain, nous l'espérons, au pouvoir - précisent leur projet international et de défense. Et voilà pourquoi celles et ceux qui ont participé à son élaboration doivent être chaleureusement remerciés, les militants, les délégués, nos hôtes étrangers, Jean-Christophe Cambadélis, et Martine Aubry qui m'a confié la présidence de cette Convention : ce fut un honneur avant d'être aujourd'hui, je le crois, un succès.

Dans la liste des thèmes abordés ensemble, j'en choisirai quelques-uns auxquels, dans l'alternance, nous aurons à nous confronter immédiatement. Ils mêlent le plus souvent réalités françaises, contexte mondial et engagements européens, en soulignant sur ce dernier terrain combien les divisions qui dans le passé nous ont opposés ont su être dépassées avec cette Convention quasi-unanime.

La nouvelle présidence de la République, le nouveau gouvernement français installés en mai 2012 trouveront devant eux un agenda européen chargé et préétabli. C'est lors du Conseil européen de juin 2012 que sera déterminé le budget de l'Union pour la période 2014 - 2020. Ce sera un choix économique décisif pour notre pays. Ce sera surtout un choix politique, qui fixera les priorités de l'Union d'ici la fin de la décennie. Tirant les leçons de l'expérience, nous devons indiquer dès maintenant qu'il n'y aura pas de politique du fait accompli et que nous pèserons de tout notre poids pour que l'Europe qui se choisira en 2012 soit la plus possible conforme à nos vœux : une Europe qui place enfin l'emploi, la croissance, le progrès social et environnemental au cœur de son projet collectif.

L'AGENDA

16 octobre
▸ *Mobilisation*
Manifestation pour la défense de notre système de retraite

23 octobre
▸ *Colloque*
Les nouvelles technologies au siège du PS, 10 rue de Solférino, Paris, de 10h à 16h

6 novembre
▸ *Forum des !dées*
Sur la thématique de la ville du XXIe siècle, à Lille

9 novembre
▸ *Conseil national*
Sur le thème de l'Égalité réelle à l'Assemblée nationale, Paris

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

C'est vrai, en particulier, dans le secteur de l'énergie. En 2012, nous proposerons de mettre en place une Communauté européenne de l'énergie et des technologies vertes.
Elle impliquera une coordination des politiques d'investissement, le financement d'infrastructures transnationales, des actions communes dans le domaine de la sécurité des approvisionnements, des économies d'énergie et de la lutte contre la « pauvreté énergétique ». Les pères de l'Europe ont construit la CECA puis Euratom. De nouveaux défis énergétiques sont là. Cette nouvelle Communauté doit y répondre. L'ensemble de nos partenaires ne nous rejoindront peut être pas tout de suite, il se peut que nous agissions au début dans le cadre d'une « coopération renforcée » entre les pays intéressés. En tous cas, l'énergie européenne sera pour nous une priorité, utile pour nourrir la « croissance verte » dont nous avons besoin.

De même pour le gouvernement économique de l'Union. La crise financière a montré que l'Union monétaire n'a pas de sens ni de stabilité sans une Union économique, pilotée par un gouvernement économique. Il faut un Fonds de stabilité et faire en sorte que cette puissance européenne, qui représente 500 millions d'habitants, ait la capacité de lancer par des emprunts ses propres projets, indépendamment des ressources propres dont elle dispose. Il faudra de la même façon que l'emploi soit pris en ligne de compte. Il faut aussi une gestion de l'euro qui soit favorable à l'industrie européenne. Dans les grandes échéances qui nous attendent, cette question de l'industrialisation et de l'emploi sera une des questions principales [...]
Nous revendiquerons pour l'Europe et pour la France une vraie stratégie de réindustrialisation. Nous ne pouvons sans réagir laisser l'industrie, les services industriels, la technologie et les emplois déserter notre continent. En France, ont été perdus 750 000 emplois industriels depuis 2002 et 50 000 depuis le début de cette année ! L'encouragement massif de la recherche et de l'innovation, un meilleur financement des projets, une fiscalité plus favorable aux PME, des formations pour les métiers du futur, un renforcement des pôles de compétitivité, le dépassement du traditionnel primat de la concurrence, bref la mise en application d'une vraie stratégie de l'industrie est indispensable.

Ces questions européennes ne sont pas séparables de l'action multilatérale que nous devrons mener.
Nous devrons faire avancer dans toute les enceintes internationales l'idée d'une intégration de normes sociales, sanitaires et environnementales dans les grands traités commerciaux internationaux. C'est le passage du « libre échange » au « juste échange ».
Nous demanderons à nos partenaires que l'Union européenne porte cette question à l'OMC. L'Europe ne peut plus être le dernier groupe d'États dans le monde à appliquer sans réciprocité les dogmes du libre-échange, en contradiction souvent avec ses intérêts et avec les engagements généraux pris pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. À défaut - et c'est une réflexion que nous devrons conduire parallèlement - l'Union européenne devra se doter de mécanismes d' « écluses tarifaires » environnementales et sociales, écluses flexibles, transitoires et solidaires, permettant de peser sur la définition et le respect international de ces normes.

J'ai cru lire quelque part qu'un commentateur de l'UMP, prenant connaissance de notre texte, disait : *"ce sont des banalités"*. Dans sa bouche, c'est un compliment. Car enfin, nous disons notre approche d'une politique étrangère et de défense efficace, solidaire, active, et qu'est-ce que nous trouvons en face ? Une politique... Comment la qualifier ? Le plus pertinent sans doute est le mot « gesticulatoire », le radical gesti renvoyant à deux outils diplomatiques favoris de M. Sarkozy : en cas de tension internationale, un léger décrochage des épaules et du cou ; et en cas d'amélioration du climat international, la pratique répétée de la tape dans le dos. À voir le résultat, je ne suis pas sûr que ces outils diplomatiques nouveaux permettent une politique qui soit ce qu'il faudrait pour la France.

La réintégration de la France dans le commandement militaire de l'Otan devait à coup sûr accroître notre influence internationale et permettre de relancer la défense européenne. Résultat : zéro ! Nous réexaminerons cette situation avec comme priorité réelle la défense européenne. La présence de nos troupes en Afghanistan devait comporter à coup sûr des avancées et des garanties. Résultat : l'enkystage ! Il faudra, d'une façon concertée retirer nos troupes et, selon moi, le plus tôt sera le mieux. La Françafrique devait relever à coup sûr du passé, elle est toujours là, avec les mêmes effluves que jadis ! Nous romprons avec ces pratiques. On nous avait dit sur le conflit israélo-palestinien qu'à coup sûr la France aurait une position équilibrée. Il y a une indulgence à l'égard des positions du gouvernement israélien, contraires au droit international dont il faut à nouveau dire qu'il devra rapidement faire en sorte de stopper la colonisation. On nous avait dit : à coup sûr, le franco-allemand progressera. C'est un des échecs les plus durs de la période récente.

Le bilan que je fais de la présidence actuelle n'est donc pas fameux. Il a été encore aggravé par un certain nombre de prises de position récentes de M.Sarkozy. Ces prises de position sont une faute parce qu'il n'est jamais bon d'oublier, pour des motifs électoralistes, ce qui a fait la force, la grandeur et la position constante d'un pays. Les valeurs de la France ne sont pas le bougisme ou l'électoralisme. Elles s'appellent tout simplement la liberté, la solidarité nationale et internationale, la laïcité. Il y a eu une faute qui a été commise par le président de la République à l'égard des Roms. Cette faute est une faute morale, et ce n'est pas un signe de croix, même prononcé au Vatican et même télévisé, qui fera oublier cette faute-là. Je le dis à l'intention de nos amis étrangers présents et, au-delà, à l'opinion internationale qui s'inquiète : M. Sarkozy n'exprime pas toute la France, ses positions ne sont pas et ne seront pas les nôtres .

Aucun pays ne peut exercer un grand rôle dans le monde s'il n'est pas, déjà, capable de régler ses problèmes intérieurs. Mais aucun pays ne peut affronter ses problèmes intérieurs s'il ne prend pas en compte l'environnement international pour essayer de l'améliorer. Dans l'unité, nous allons relever ces deux défis. Les travaux de notre Convention, à la fois ambitieux et réalistes, confirment qu'en matière internationale nous sommes crédibles et nous sommes prêts. »

1ERE TABLE RONDE : « LA FRANCE DANS UN MULTILATÉRALISME RÉNOVÉ » ANIMÉE PAR HARLEM DÉSIR

Harlem Désir

« Je voudrais remercier tous les participants pour le travail qu'ils ont accompli autour de Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis depuis plusieurs mois pour l'élaboration de ce texte que nous finissons d'étudier, d'amender et finalement d'adopter aujourd'hui, après qu'il a été discuté dans l'ensemble du Parti socialiste et adopté à une très large majorité par plus de 60 000 votants. Il n'y a pas beaucoup d'autres formations politiques, il n'y en a même pas du tout, qui dans notre pays, a donné la possibilité et a vu plus de 55 000 de ses adhérents se prononcer sur un texte qui n'est pourtant pas le seul sujet de l'actualité du moment. Il y a eu plus de 350 amendements qui ont été adoptés dans les sections, dans les fédérations.

Le moins que l'on puisse dire c'est que ces dernières semaines, avec les dernières condamnations internationales que sa politique a fait subir à la France, M. Sarkozy a montré qu'il ne restera pas comme un président qui a fait rayonner notre pays dans le monde. Sur le sujet qui nous intéresse, il faut faire preuve de méthode, de constance, de respect des partenaires, de cohérence entre les buts et les moyens que l'on se donne. Sur tous ces plans, la politique internationale de M. Sarkozy se caractérise au contraire par le fait qu'elle a été brouillonne, incohérente, et finalement décalée de la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés. Elle a mis la France en porte à faux au plan international, y compris d'ailleurs au plan européen.

Décalée notamment par rapport aux nouveaux acteurs de la scène mondiale. Alors que le monde devient plus multipolaire avec la montée en puissance des pays émergents, Nicolas Sarkozy a commencé par engager la France dans un alignement transatlantique qui était d'ailleurs en réalité un alignement néoconservateur au moment même où les néoconservateurs étaient rejetés aux Etats-Unis. Il a tout misé sur l'administration Bush au moment où arrivait l'administration Obama.

À l'égard des émergents, cette politique a été indigente sans réelle stratégie dans un monde qui appelle une intensification de la coopération avec les principaux acteurs au plan international. La France ne peut pas rater le rendez-vous de l'Inde, du Brésil, de la Chine et c'est aussi pourquoi il nous a semblé très important d'accueillir aujourd'hui une délégation de nos amis du parti du Congrès d'Inde. Aujourd'hui, dans cette politique internationale, nous sommes aussi frappés par la confusion qui règne sur les buts, sur les principes, sur les objectifs de la politique de Nicolas Sarkozy. Au fond M. Sarkozy n'a mené ni une réelle politique efficace, ni la politique des droits de l'Homme qu'il préconisait et qu'il avait promise en 2007. Quels sont réellement les principes de nos relations avec la Russie ? À quoi ont servi les concessions faites à M. Kadhafi ? Où en est cette politique africaine, qui est une véritable régression, du discours de Dakar à la remise en route des réseaux de la France/Afrique. Tout cela aujourd'hui marque une régression de notre présence sur la scène internationale. Il y a non seulement un déficit de la gouvernance mondiale, mais on peut même dire un échec, voire, dans beaucoup de domaines, une absence de cette gouvernance mondiale.

La globalisation à ce stade, c'est le monde interdépendant du chacun pour soi, qui débouche aujourd'hui sur la guerre monétaire alors même que le G20 était censé produire la régulation du capitalisme, en tirant les leçons de la crise financière. Il n'en est rien et à côté de cela, les conflits anciens, les guerres anciennes, mais aussi des risques et des conflits nouveaux, continuent à menacer la sécurité internationale, les risques de prolifération nucléaire, la menace terroriste sont là. Les risques sont réels et ils appellent d'ailleurs l'unité et non pas l'exploitation de ces dangers, il y a donc une nécessité de repenser les objectifs, les moyens, les outils du multilatéralisme.

Quelle articulation en particulier entre le G20, les Nations unies, les différentes agences spécialisées ? Quels rôles doivent jouer les États ? Quel partage de souveraineté ? Quelles règles mondiales peuvent être imposées ? Comment faire en sorte que la force du droit l'emporte sur le droit du plus fort ?

Un des points forts de notre texte est qu'il ne fait pas dans l'angélisme sans pour autant oublier les principes, la promotion des droits de l'Homme, le dialogue des cultures, l'objectif de paix. Nous faisons des propositions sur la gouvernance, la sécurité collective. Nous parlerons de politique de défense, du rôle de l'Europe dans l'avancée d'une perspective de défense européenne, de la façon dont nous analysons un certain nombre de décisions qui ont été prises. Sur l'Afghanistan, nous lions la méthode, la démocratie et le fond et nous réaffirmons la nécessité d'un débat démocratique au Parlement qui doit se prononcer systématiquement lorsque les troupes françaises sont engagées dans un conflit international. La France est aujourd'hui la seule grande démocratie dans laquelle le Parlement n'a pas été saisi de la situation en Afghanistan. La France doit retrouver une voix plus forte aujourd'hui dans le monde, en Europe, pour contribuer à construire ce multitlatéralisme rénové, condition de la paix et d'un développement partagé entre les peuples, ce sont les valeurs que nous voulons voir défendre à l'échelle internationale. Je veux enfin excuser Martine Aubry, qui sera de retour parmi nous pour nos travaux et nos luttes dans quelques jours ».

Pascale Boistard

« J'ai la charge de vous donner les résultats de ce vote où la participation a été assez importante. Nombre d'inscrits, 175 418. Nombre de votants, 63 373, suffrages exprimés : 62 694 adhérents. Abstention 8,65%, Pour, 87,34%, Contre 4,01%. Nous avons donc une belle participation. C'est un beau moment ».

Pouria Amirshahi

« Il y a une certaine impatience lorsqu'on se situe à cette échelle des enjeux internationaux de vouloir faire reculer les inégalités, remettre de l'ordre, faire reculer les rapports de domination. Il faudra faire preuve de réalisme dans notre approche des nouvelles réalités.

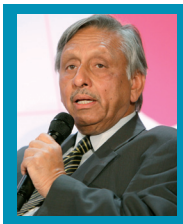
D'une certaine manière il s'agit pour nous de renouer avec ce que Kant avait appelé la "paix perpétuelle" *entre les hommes, entre les nations ou de reprendre ce que, dans les débats de la Révolution Française, l'abbé Grégoire avait appelé cette* "nécessaire subordination des intérêts d'une nation et d'un peuple, aux intérêts de l'humanité tout entière". *Il est temps de dire que nous inscrivons notre action et notre réflexion dans un rapport de transformation du monde. Ce monde aujourd'hui est dominé par les inégalités que les objectifs du millénaire n'ont pas encore réussi à faire reculer.*

On ne peut pas confier simplement ces nouveaux déséquilibres, ces nouveaux risques au seul G20. Le G20 a cet avantage de prendre en compte les nouvelles réalités géostratégiques. Mais on ne se saurait simplement se satisfaire d'une gouvernance qui ne serait que l'addition des anciennes puissances et des nouvelles. La gouvernance par le droit et par la raison doit être au cœur de notre réflexion.

L'ONU, malgré ses difficultés reste encore aujourd'hui la seule enceinte légitime. Il faudra que l'ONU réorganise les rapports d'échange entre les peuples, entre les nations et entre le monde. Notamment, en subordonnant principalement l'action des institutions spécialisées vers le développement humain et vers le bien commun. Ces grandes institutions internationales, je pense à l'OMC, devront être à termes intégrées à l'ONU.
Voilà globalement ce qui avait présidé à notre réflexion, remettre une perspective générale de transformation de ces rapports de domination, toujours centrés sur notre épanouissement collectif et individuel. Mettre du droit où le marché veut le faire reculer, remettre de la volonté politique, là ou c'est le laisser faire, pour finalement faire en sorte que toutes les connaissances, tous les savoirs, toutes les possibilités nouvelles acquises par notre civilisation soient mises au service de notre développement commun. Nous considérons que le droit, autant que les institutions qui le servent, doivent être des outils essentiels remis au cœur des préoccupations et des agendas internationaux, ce qu'évidemment Nicolas Sarkozy n'a pas fait, et ce que la gauche fera si en 2012 elle revient au pouvoir ».

Clotilde Valter

« Il y a quatre éléments qui participent de la rupture profonde dans le domaine de la défense entre la présidence de Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs. Il rompt avec la tradition d'indépendance en matière de politique étrangère et de défense. Il affiche clairement un suivisme de la politique américaine de George Bush. La réintégration de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN participe également de cette rupture avec notre tradition.
Dans la mesure où il y a une très forte centralisation à l'Élysée et dans la mesure où il n'a pas réussi à installer avec la hiérarchie militaire des relations de confiance, Nicolas Sarkozy est en rupture avec ses prédécesseurs. Troisième élément, il a cassé notre outil de défense provoquant son affaiblissement au point que se pose la question de la crédibilité de nos forces par rapport aux engagements internationaux et à nos ambitions. Dernier point, la confusion dans l'utilisation des forces de sécurité intérieure et extérieure avec l'utilisation choquante des moyens militaires pour le maintien de l'ordre.
Les ambitions des socialistes sont de revoir en profondeur les orientations mises en œuvre depuis 2007 et d'enclencher une nouvelle dynamique de coopération avec nos partenaires européens.
Premièrement, une dissuasion fondée sur la stricte suffisance, garantie ultime contre les menaces vitales. Deuxièmement : un niveau de force pour que la France puisse livrer un combat de haute intensité en cas de conflit majeur. Troisième élément : des forces armées rapidement déployables et capables d'agir en coalition. Quatrièmement, une institution militaire conçue comme un grand service public. Enfin, une politique étrangère et de défense qui fasse l'objet d'un véritable débat démocratique au Parlement.
Nous voulons recréer une nouvelle dynamique pour l'Europe de la défense. Nous ne voulons pas d'une Europe qui se comporte comme une grande Suisse. Tout d'abord nous avons en Europe une véritable capacité à associer des moyens militaires et des moyens civils de haut niveau dans les crises. Deuxièmement, il y a des possibilités de mutualiser les moyens et de développer des capacités concrètes de partenariat qui donnent à l'Europe une certaine autonomie et enfin il nous faut utiliser l'Agence européenne de défense. Il s'agit de consolider l'industrie européenne de défense dans un sens qui nous permette de conserver nos capacités technologiques et de recherches ».



Mani Shankar Ayar, membre du Parti du Congrès de l'Inde

« Au commencement du XXIe siècle, les socialistes doivent prendre l'initiative de baser l'ordre mondial, et non seulement l'ordre français, ou l'ordre européen, sur ces quatre fondamentaux : la liberté, l'égalité, la fraternité et la sororité. Si nous n'avons pas l'égalité entre les peuples et les nations, on reste dans un ordre mondial où une minorité décide pendant que le restant n'a pas d'autre chose à faire que de suivre des géants qui dominent. La fraternité n'est possible qu'entre des gens égaux ou des nations égales. Allons dans la direction d'une renaissance mondiale, commençant au niveau international avec le désarmement général et complet et construisons un monde basé sur les principes de la liberté, l'égalité, fraternité et de la sororité, les principes de la coexistence pacifique et de la non-violence exprimée par le mahatma Gandhi pendant notre lutte pour l'indépendance. Ou alors on attend la fin du monde causée par la course de quelques-uns à la recherche de la domination mondiale ».

Alain Richard

« Agir pour la paix, cela veut principalement dire s'occuper de gérer les conflits, mais cela signifie aussi des rapports de force. Cela a été un des engagements fort de la France, notamment quand la gauche était en responsabilité.

Dans le traitement des crises, il faut se donner des exigences mesurées, avoir un esprit de responsabilité. Si je regarde au fond les expériences dont nous sortons, il y en a qui nous donne quand même des signes positifs, comme les Balkans. Quand on regarde la photo de 2010 ou la photo de 1995, on a tout de même surmonté un certain nombre de difficultés, mais ne sous estimons pas deux éléments qui ont rendu les choses plus faciles : premièrement, le sentiment de proximité qui a contribué à l'acceptation démocratique de ces engagements, deuxièmement, la carotte de l'entrée dans l'Union européenne qui a joué un rôle.

On a la situation de l'Afghanistan dont le premier mot pour la décrire est désillusion. Autant il y avait un sentiment de légitimité de l'intervention quand il s'agissait de mettre fin à un régime soutenant directement une initiative terroriste internationale. Autant la longue durée ce projet de reconstruction politique de l'Afghanistan se heurte à un très grand scepticisme. La position que nous exprimons est d'une part, associer tous les pays impliqués dans la région à la recherche d'une solution de stabilisation durable et d'autre part, limiter les motifs du maintien de notre intervention à une question de sécurité internationale.

Je voudrais ajouter quelques mots sur le désarmement nucléaire. Il y a d'abord la progression du nombre d'États détenteurs de la force nucléaire, puis la présence à la tête des Etats-Unis d'une administration qui veut engager un projet à long terme de réduction du niveau des armes nucléaires tendant vers zéro. La France s'exprimant par Nicolas Sarkozy manifeste un complet scepticisme sur cette question et dit : "la lutte contre la prolifération doit se faire essentiellement sous la forme du rapport de force et nous considérons qu'il n'y a rien à négocier". *C'est une position qui n'est conforme ni aux intérêts de la France, ni aux valeurs que nous servons. Il y a trois piliers dans l'approche qu'on doit avoir. Le premier étant de ne pas s'engager naïvement dans un désarmement unilatéral.*

Deuxièmement, clarifier notre doctrine, et montrer l'ensemble des éléments limitatifs que nous fixons à l'utilisation de l'outil de la dissuasion. Troisièmement, exprimer notre volonté de contribuer à l'effort de négociation. Soit lorsque le niveau des arsenaux des autres puissances nucléaires arrivera à un niveau comparable à celui de la France, qui est dans la doctrine de stricte suffisance, nous considérerons que nous devrons entrer à ce moment-là, dans une négociation pour une fin de résorption globale de l'arme nucléaire ».

Hubert Védrine

« Notre intérêt est d'avoir le plus d'influence possible, à la fois en tant que France, et en tant qu'État membre de l'UE, en souhaitant que l'Europe ait elle-même le plus d'influence possible dans des systèmes globaux multilatéraux, qui fonctionnent eux-mêmes le mieux possible. Le monde dans lequel nous serons sans doute appelés à reprendre des responsabilités est un monde de compétitions qui peuvent tourner à la confrontation ou à des coopérations. Notre question est de savoir ce que nous voulons, ce que nous voudrons dans chaque enceinte, dans chaque système.

Que voudrons-nous faire dans l'Union européenne ? Nous devrons nous demander, sur chaque politique existante et sur chaque politique nouvelle, quel est notre objectif, quelles sont nos priorités ? Quels sont nos alliés ? Cela oblige à faire de la négociation multilatérale non-stop et un travail de hiérarchisation. Je vais parler Union à 27. Il y a évidemment des questions spécifiques qui se poseront dans la zone euro. Quelle doit être la gouvernance que nous souhaitons et que nous n'avons pas obtenu au moment de la réunification ?

Il y a la question du G20. Il a fallu des circonstances très spéciales pour que l'existence du G20 soit acceptée. Le cadre existe, mais ce n'est pas le gouvernement du monde, c'est une enceinte dans laquelle la compétition multipolaire se poursuit. Quelle sera notre stratégie dans le G20 ? Est-ce qu'on réussira à trouver des positions européennes homogènes ? Est-ce qu'à partir de là on trouvera des points d'accords sur les problèmes les plus sensibles avec les Etats-Unis ? Les européens n'arrivent pas à tirer parti de l'extraordinaire moment Obama, ils sont incroyablement en dehors du film. Il y a une sorte d'homogénéité revendicatrice des pays émergents mais qui ne correspond pas à une identité de position sur le fond, nous avons donc absolument intérêt à rechercher dans le G20 l'accord avec un, deux ou trois grands émergents, en commençant par les émergents démocratiques. Il ne faut pas oublier non plus les pays qui ne sont pas les plus gros, auxquels on ne pense pas assez, par exemple l'Australie. Après, il y a la question de l'ONU. Le texte comporte beaucoup de propositions intéressantes, mais qui nous renverrons toutes à la question des alliances. Depuis des années la réforme du Conseil de sécurité est bloquée parce qu'il n'y a pas d'unanimité des membres permanents qui ont le veto.

Quand on parle de l'élargissement, cela paraît aller de soi de dire Japon, Inde, Brésil, mais là encore faut-il qu'il y ait un accord latino-américain, de dire Allemagne, parce que c'est légitime. Il y a aussi la question africaine qui ne peut se régler que par un siège de membre permanent, mais tournant. Et je trouve gênant qu'il n'y ait pas de pays arabes. On pourrait utiliser le conseil Ecosoc des Nations unies pour voir si ça peut être le lieu de l'harmonisation des grands systèmes normatifs, comme l'OMC, l'OIT etc. J'approuve tout à fait le

thème du juste échange. Les Etats-Unis sont en train de faire voter une loi qui permettrait aux autorités de sanctionner une puissance qui ne joue pas le jeu. Il y a un travail énorme, mais je suis pour qu'on ouvre cette formidable controverse.

La réforme du FMI fait partie du tableau, il y a la question des voix, il y a la question des sièges. Il ne faut pas oublier la question de l'OTAN. Je trouve très raisonnable, très intelligent que le texte qui a été adopté envisage un vrai bilan de la faute politique commise par Nicolas Sarkozy en privant la France de cette carte utile qui ne gênait personne et qui n'était que positive pour nous. Mais il ne faut pas négliger le fait que l'OTAN est une institution qui ne sait plus qui elle est. Voilà quelques remarques sur les chantiers qui sont exactement devant nous. Dans ces affaires, pour bien servir les intérêts français et la philosophie française, nous n'aurons jamais à choisir entre l'action de la France en tant que telle, ou France/Allemagne, ou zone euro, ou l'Union à 27, ou les Européens dans le G20, il faut gérer tout ensemble. On ne peut pas avoir une politique qui soit épidermique, chaotique, brouillonne. Il faut un style, une façon de faire, un professionnalisme, une inspiration politique qui soit tout à fait à l'opposé de ce dont nous hériterons ».

Noël Billard

« Mon intervention pour la fédération d'Eure et Loire, concerne le juste échange et propose un amendement pour appuyer des initiatives telles que l'Alba. L'Alba, Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, est une organisation qui promeut la coopération dans les domaines politiques, économiques, sociales et culturels entre Antigua et Barbade, la Bolivie, Cuba, Equateur, Vénézuela etc.
Sur le plan économique, l'Alba vise à favoriser la logique coopérative plutôt qu'une simple zone de libre échange avec les Etats-Unis. En cinq ans d'existence, les échanges internes ont été multipliés par quatre. C'est ainsi que l'Alba a permis d'opérer des milliers de personnes, alphabétiser plus de 2 millions de gens et financer la formation universitaire. C'est-à-dire de projeter les bienfaits de l'intervention sociale de l'État au-delà des dimensions nationales. L'Alba a créé sa propre unité de compte, le sucre, monnaie scripturale pour ne plus dépendre exclusivement du dollar dans ses transactions commerciales.

Sur le plan politique et financier, il y a un conseil ministériel de complémentation économique et une banque. Il y a également des contre-pouvoirs, le conseil des organisations sociales qui est ouvert également aux pays d'Amérique latine n'ayant pas rejoint l'Alba. En politique internationale notons un texte commun sur la défense de l'environnement exposé lors du sommet de Copenhague, une télévision commune a vu le jour en 2005 afin de concurrencer CNN et ABC. À noter enfin l'adoption d'un projet d'utilisation du satellite vénézuélien, Simon Bolivar, afin d'améliorer entre autre la téléphonie rurale et l'Internet haut débit.

Nous avons donc sous les yeux une nouvelle pratique de l'intégration qui éclot à partir de mécanismes de solidarité, coopération complémentarité et respect de la souveraineté et qui mérite d'être soutenue et encouragée ».

Paul Quilès

« Quand Nicolas Sarkozy parle des questions internationales, on voit très vite la manipulation voire l'enfumage ou la récupération. Tous ses grands discours masquent une idéologie qui est celle du renoncement et de la soumission à ce qui est présenté comme une sorte d'ordre mondial complexe difficile à faire bouger. C'est une vision étriquée du monde.

Une vision pour laquelle le système international ne fait que perpétuer une certaine hégémonie occidentale sous l'égide des Etats-Unis. Or les pays occidentaux doivent de façon croissante tenir compte des intérêts des puissances émergentes ce que le président Obama a compris.
La conception du système international de Nicolas Sarkozy est plus proche de celle de George Bush. Or c'est précisément cette politique qui a amené les Etats-Unis et le monde dans les impasses que l'on connaît en Irak ou en Afghanistan. Nous sommes socialistes, nous sommes internationalistes et il faut faire le lien entre notre analyse et nos valeurs comme la solidarité, la réduction des inégalités, le règlement politique des conflits grâce à l'arbitrage international, se rappeler de Jean Jaurès, l'utilisation mesurée la force en dernier ressort.

Il faut expliquer ce qu'est le terrorisme et ce qu'il n'est pas. Il y a des réponses de nature politique au terrorisme : la nécessité du dialogue entre les cultures, le combat pour la diversité, cela ne règle pas le terrorisme immédiatement, mais dans la durée cela y répond.

Deuxièmement, la construction de la paix et la réforme de l'ONU. Le multilatéralisme, le rôle de l'ONU est aussi de travailler aux questions militaires qui sont parfois indispensables. On doit enfin aller plus loin dans nos propositions sur le désarmement nucléaire. Hier, cela faisait neuf ans exactement que les opérations ont commencé en Afghanistan. Nous devons monter que la France ne peut pas se contenter de suivre aveuglement une stratégie à laquelle elle n'est pas associée. Il nous reste encore dix-huit mois d'ici le 6 mai 2012, pour que les Français comprennent qu'il faut élire un président, une présidente de gauche, de façon à ce qu'ils soient fiers de leur président qui donne une autre image de la France ».

Axelle Lemaire

« La diversité des thèmes retenus par les militants FFE reflète celle de leur histoire, de leurs observations du terrain et du regard particulier qu'ils posent sur la France avec les yeux de leur pays d'accueil. On ne pouvait donc qu'insister sur la nécessité d'inscrire la dépénalisation universelle de l'homosexualité parmi les principes fondamentaux pour le respect des droits de l'Homme.
L'homosexualité est encore interdite et donc condamnée dans plus de 70 États qui font de l'identité du genre un fondement de discrimination comme parfois une raison pour recourir à la détention, à la torture, aux exécutions extrajudiciaires. Sur la relation avec l'Afrique et sur la question des migrations internationales, la FFE suggère d'ajouter un complément relatif à l'apport des migrants au développement de leur pays d'origine. La relation avec l'Afrique est aujourd'hui perçue à travers deux prismes exclusifs, celui des perspectives commerciales et celui de la gestion des flux migratoires. Cette politique migratoire, obsédée par la sécurité, le contrôle aux frontières, les politiques d'asile et d'aide au retour, fait fi du lien positif entre migration et développement.

Nous pensons aussi au conflit du Sahara occidental, gelé depuis trente-cinq ans. L'impact est pourtant considérable sur le développement du Maghreb, en termes d'échanges humains, économiques, de respect des droits de l'Homme, de course à l'armement ou encore de lutte contre le terrorisme. La France a le devoir d'éclaircir sa position en conformité avec les résolutions de l'assemblée générale des Nations unies. Enfin, les socialistes français à l'étranger demandent à ne plus être cantonnés dans le statut figé que véhicule l'expression "Français de l'étranger" et ils remercient d'être associés dorénavant à l'expression "Français à l'étranger", "Français du monde" ».

Bernard Cazeneuve

« Nicolas Sarkozy a voulu créer les conditions d'une armée qui soit plus svelte, davantage projetable et mieux équipée.
Il s'est doté pour cela d'un ministre de la Défense qui avait pour objectif d'être le meilleur élève de la RGPP. Le ministre de la Défense a parfaitement atteint son objectif puisqu'il a élaboré un programme qui faisait du ministère de la Défense le porteur du principal plan social du pays dans les quatre années à venir, puisque la défense perdra 54 000 emplois. Cette réforme du ministère de la Défense doit être examinée à partir de 3 critères. Un : est-ce que le modèle fonctionne ? Non. Ce modèle reposait sur une équation budgétaire. Les 2,7 milliards d'économie qui devaient être réalisés ne sont pas au rendez-vous.
Nous ne sommes donc pas en situation de financer le niveau d'équipement de nos forces. Deux : est-ce que tout cela fait davantage d'Europe ? Non, puisque le ministre de la Défense est venu devant la commission de la défense pour nous expliquer que l'Europe de la défense est en panne et que nous allons désormais devoir nous contenter de la protection du parapluie américain, éventuellement chinois. Enfin, nos militaires subissent ces réorganisations successives sans aucune lisibilité, il me semble entendre chez certains d'entre eux commencer à poindre l'idée que l'alternance pourrait leur fournir une boussole, ce qui est suffisamment inédit pour que nous nous y intéressions de près. Je crois qu'il est absolument indispensable sur ces questions que nous puissions porter un discours clair. Ce message doit nous conduire à porter l'engagement, que nous saurons, après avoir fait le bilan de cette réforme chaotique, garantir le maintien de moyens budgétaires pour réorganiser les armées et les doter des équipements dont elles ont besoin pour que la France garde sa place dans le monde ».

Alain Bergounioux

« Cette décennie est caractérisée par deux choses : les difficultés des institutions internationales et la remontée des intérêts nationaux. Face à cela, le problème pour les socialistes est de hiérarchiser les priorités. La principale priorité aujourd'hui, c'est la crise économique et financière, trouver des moyens pour avancer vers une régulation plus efficace. Sur les questions économiques et financières, les socialistes français et les socialistes européens peuvent faire des propositions publiques.
Nous attendons ainsi beaucoup de ce que nous pouvons faire ensemble au PSE.

Le deuxième problème est la faiblesse des institutions internationales. Il faut aller vers plus de force, plus d'efficacité de l'ONU, mieux lier les organisations régionales à la régulation internationale. Et c'est là qu'évidemment nous tombons sur l'autre grand débat qui est celui de l'Union européenne.

L'Europe, qui ne vit que de compromis, vit un compromis difficile : faiblesse diplomatique, médiocre performance économique et puis faiblesse politique. Il faut peut-être avoir un peu plus d'audace. Les socialistes français, en essayant d'en convaincre d'autres, pourraient dire que l'Europe devrait avoir des intérêts unis au FMI, par exemple. Il faut à un moment, que nous sortions de cette situation où les nations européennes sont trop imbriquées pour ne pas agir ensemble, mais sont trop divisées pour agir efficacement. Je crois que notre texte de ce point de vue-là n'est peut-être pas assez audacieux, il faut que nous soyons à l'initiative, socialistes français et socialistes européens, d'un grand débat national, européen, sur le rôle de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui. Ne laissons ces questions-là simplement au privilège de ceux qui sont provisoirement au pouvoir aujourd'hui ».

André Urban

« Je suis membre du secteur international et j'ai proposé un amendement concernant la création d'une charte du système des Nations unies, une charte qui concernerait donc non pas seulement l'ONU, mais la famille des Nations unies, les institutions de Bretton Woods. Le parti a voulu une Constitution européenne, un traité européen.

Au niveau de l'ONU, il n'y a pas de texte de ce genre, la charte de l'ONU ne concerne que l'ONU elle-même et c'est bien pour ça que les institutions dont nous voudrions qu'elles tiennent compte plus des normes sociales notamment, ne tiennent pas compte de la charte de l'ONU.

Nous voulons également le rattachement de l'OMC à l'ONU, une plus grande fusion entre les institutions de Bretton Woods et l'ONU. Il y aura des résistances mais tout au moins, on pourrait obtenir d'elles qu'au moins elles soient d'accord pour se mettre autour d'une table pour discuter ensemble. Je pense qu'elles ne pourront pas refuser de se mettre autour d'une table pour rédiger une charte du système des Nations unies. Vous avez enfin voulu le juste échange, la création de normes sur le plan international, il faudrait que ces normes s'appuient sur un texte juridique majeur comme une charte du système des Nations unies ».

Poul Nyrup Rasmussen
président du PSE

« Je voudrais commencer par envoyer mes meilleurs vœux de rétablissement à Martine qui fait un travail formidable de Première secrétaire. Je tiens ensuite à féliciter Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, et tous ceux qui ont participé à ce texte. C'est excellent, moderne, progressiste. À ceux qui disent qu'au niveau européen et international, droite et gauche c'est la même chose, je les invite à lire votre texte. L'Europe de la droite, c'est le marché seul, sans âme, sans cœur. C'est l'immobilisme, c'est la dérégulation, c'est l'austérité, le laisser faire, l'égoïsme. L'Europe de la gauche, c'est celle de la solidarité, de l'action, de la volonté politique, de la responsabilité. C'est l'Europe sociale au service des citoyens, c'est l'Europe protectrice, c'est l'Europe innovante, c'est l'Europe de la régulation et de la redistribution, c'est notre Europe.

Nous ne pouvons pas laisser Nicolas Sarkozy dire qu'il a relancé la construction européenne lors de la présidence française alors qu'il n'a fait que mettre sur la table la traduction de la politique française comme son Pacte européen pour l'immigration. Nous ne pouvons pas laisser Nicolas Sarkozy faire continuellement des effets d'annonce. Où sont les actes concrets ? Il y a une contradiction avec les paroles d'un côté et de l'autre côté, les actions concrètes. Nous ne pouvons pas laisser Nicolas Sarkozy salir l'image de la France et de l'Europe par des déclarations comme le discours de Dakar ou les expulsions de Roms, citoyens de France et d'Europe. Le gouvernement de M. Sarkozy commence par expulser les Roms. Demain, les personnes qui ne sont pas nées françaises pourront être déchues de leur nationalité. Que va-t-il faire encore ? Expulser hors de France ou priver de leur nationalité tous les citoyens qui ne rentrent pas dans le moule de "bon petit français" de M. Besson ? Il y a eu le soutien de Berlusconi, voilà le véritable visage de la droite européenne, voila l'axe du mal moderne. Ce n'est pas cette France dont l'Europe a besoin. Ce n'est pas cette Europe dont le monde a besoin, une France et une Europe qui ne répondent pas au défi de la mondialisation, une France, mais aussi une Europe, qui sont en complète perte d'influence dans le monde.

De nombreuses grandes puissances, comme l'Inde, sont maintenant dirigées par des progressistes. Ils lancent des plans de relance, investissent dans l'économie réelle, régulent les banques et la finance. Et nous, en Europe, nous n'entendons parler que d'austérité et de repli sur soi. L'Europe et la France doivent retrouver leur place dans le monde au sein d'une nouvelle gouvernance mondiale organisée par l'ONU, dont le Conseil de sécurité serait élargi aux nouvelles puissances. Une ONU réformée qui aura le pouvoir de redonner sa place aux normes non marchandes. La notion de juste échange doit s'imposer, je lancerai une grande discussion au sein du PSE avec nos autres partis membres sur ces sujets. Au-delà de l'Internationale socialiste, nous tissons des liens sur les grands défis globaux, telle que la régulation financière avec les démocrates américains. Nous devons créer une grande synergie avec les syndicats et les ONG pour parvenir à un monde plus juste.

Pour que la France et l'Europe portent ces projets, il faut que les socialistes reviennent au pouvoir en France et en Europe. Il faut penser de manière européenne maintenant. La crise sert de bonne excuse à tous les gouvernements de droite qui ne rêvent que de détruire les systèmes de protection sociale et les services publics. Ce ne sont pas aux citoyens de payer pour une crise qui n'est pas la leur. Ce sont les institutions financières. Le PSE, avec vous, a proposé un plan alternatif et crédible de sortie de cette crise. Nous proposons la création de nouvelles sources de revenus pour une Europe qui se donne les moyens de sortir de la crise, sans faire peser le fardeau sur les citoyens. Nous avons ainsi lancé une campagne pour l'instauration d'une taxe sur les transactions financières au niveau européen. Nous avons planifié de présenter une législation de cette taxation, dans les mêmes semaines, partout en Europe. Ce sera la première fois que les socialistes seront capables de réaliser une telle action.

Nous réclamons un vrai gouvernement économique de la zone euro, pas uniquement monétaire, mais aussi économique. Nous travaillons avec les syndicats sur un pacte européen pour l'emploi et de progrès social. Notre projet affirme nos valeurs universelles d'égalité, de justice, de liberté, de solidarité. Un projet qui comprenne les enjeux du monde d'aujourd'hui. Un projet qui invente de nouvelles politiques conciliant nos valeurs et le monde dans lequel nous vivons. Nos partis européens font face au même défi, nous devons avoir des réponses communes. Nous préparons collectivement notre retour au pouvoir en Europe. Nous avons un plan, nous aurons un programme commun et nous pourrons tous ensemble changer la vie des citoyens. Ensemble, nous pouvons le faire. Isolés, nous pouvons dormir, et moi je préfère être actif ».

Ségolène Royal

« La politique étrangère nous parle de paix et de guerre, de sécurité, de précarité, de prospérité et de misère. La politique étrangère nous parle aussi de l'un des plus vieux mythes de l'humanité, celui de Babel dans un monde contradictoire à la fois divisé et unifié par des forces d'une puissance débridée que la politique doit organiser. Elle nous parle aussi du visage que nous offrons au monde avec la manière dont nous recevons l'autre. Elle nous parle de la farouche volonté de promouvoir les valeurs qui sont au fondement de notre identité républicaine dans le respect et la reconnaissance de chacun. Elle nous parle du désir de maîtriser notre destinée, de notre liberté. Alors que ceux qui sont actuellement au pouvoir renvoient à la France et au monde l'image d'une diplomatie erratique, sans noblesse, notre rôle est de dire ce qu'est la politique étrangère de la France, ce qu'elle est devenue et ce qu'elle devrait être.

La politique étrangère n'est pas une technique désincarnée, c'est un miroir de nous-mêmes et un reflet d'un projet de civilisation. La politique étrangère de la France est forte si nous sommes forts, convaincante si nous sommes convaincus, crédible si nous sommes assurés. Une diplomatie active capable de faire entendre la voix de la France, c'est en premier lieu une politique intérieure qui renvoie au monde l'image d'une société unie.

Une France appauvrie par le chacun pour soi est une France gagnée par le doute et le repli, une France qui rejette l'étranger. A contrario, une France qui partage équitablement ses richesses entre ses enfants, c'est la France qui renoue avec sa promesse républicaine, la France qui fait rêver à nouveau à l'intérieur comme à l'extérieur.

On ne forge pas une diplomatie offensive avec des Gandrange, des Molex, des Continental, ni avec des millions de personnes dans la rue pour sauver le fruit de leur travail, leur droit à la retraite avec des revenus décents. On ne forge pas une diplomatie offensive avec la ghettoïsation des oubliés de la République.

En affaiblissant le projet républicain de la France, en renonçant à réaliser sa promesse singulière de justice pour servir des clans affairistes, en rompant avec une tradition d'accueil plus que bicentenaire, en se résignant à offrir le spectacle navrant de prisons délabrées, le gouvernement actuel a pris le risque d'affaiblir notre image. Notre responsabilité est de réaffirmer ce qu'est la France de manière simple et limpide : une République juste, intransigeante sur le respect de ses valeurs, une nation digne et ouverte, un pays entièrement engagé dans l'Europe. Les critères ethniques, ce n'est pas la France ; l'agressivité et le manque de respect à l'endroit de l'Union européenne, ce n'est pas la France ; les propos blessants sur l'homme africain pas encore entré dans l'histoire, ce n'est pas la France.

Et aux Français, nous disons notre volonté, nous socialistes, de rendre à notre pays la fierté et l'honneur d'être la France. La politique étrangère doit être appuyée sur une vision stratégique. Au lieu de garder un cap fermement ordonné autour d'une vision, d'intérêts et de valeurs à protéger, ils ont pratiqué une politique extérieure du coup d'éclat permanent qui a servi de paravent au vide de la réflexion stratégique.

Notre politique étrangère doit donc retrouver cette constance, cette force d'âme, cette conscience d'elle-même nécessaire pour refuser toutes les formes d'alignement, tous les conforts de pensée, toutes les réductions hâtives. Et d'abord il faut cesser de défendre des positions à contretemps de l'histoire, la réintégration du commandement militaire intégré de l'OTAN en est la preuve flagrante car en prenant cette décision nous avons été enfermés dans une logique défensive d'avant-hier alors même que le monde était en train de basculer dans autre chose. L'indépendance de la politique étrangère n'est pas destinée à flatter l'esprit cocardier, elle est le fondement d'une stratégie d'influence globale destinée à nouer le dialogue en évitant d'être marquée par l'assignation à un seul camp.

Plus que jamais, il faut donc doter la France et l'Europe d'une vision politique et stratégique, ce à quoi s'emploie cette convention avec le texte qui a été adopté par les militants socialistes. Les idéaux de paix et de démocratie que les pères fondateurs voulaient pour l'Europe ne sont pas des horizons qu'il faut invoquer au détour d'un discours, ils sont les fondements réels de notre puissance et de notre rayonnement. Lorsque nous parlons d'Europe de la défense, ce n'est pas seulement à un dispositif militaire auquel nous pensons, mais à un pilier au service d'une identité propre, fondée sur le droit, l'esprit de justice et l'indépendance. C'est pourquoi nous devons construire les Etats-Unis d'Europe avec un projet politique de civilisation.

La politique étrangère est inséparable de ce que nous sommes et inséparable d'une manière de gouverner. Celui qui divise à l'intérieur divise à l'extérieur ; celui qui ne respecte rien à l'intérieur, ne respecte rien ni personne à l'extérieur. Rien de durable ne se bâtit sur la négligence et la désinvolture, et encore moins sur l'humiliation.

Tout se construit au contraire dans le respect et l'attention à l'autre et avec le sens du devoir à accomplir pour que l'histoire de France se remette en marche dans le bon sens, celui de la paix, de la justice, justice d'ailleurs sans laquelle il n'y a pas de paix durable.

C'est avec ces lignes de repère que nous, socialistes, nous reconstruirons une politique étrangère digne de la France et de l'Europe, et que nous redresserons la place de la France dans le monde ».

Girija Vyas, députée du Parti du Congrès de l'Inde

« Je suis très heureuse d'être là pour représenter Sonia Gandhi, présidente du Parti du congrès. L'Inde, comme d'autres nations, veut entrer dans ce monde nouveau et y jouer un rôle. J'ai entendu ce qui a été dit, notamment sur l'Inde, je suis tout à fait en harmonie avec tous ceux qui veulent que l'Inde ait un rôle plus important dans les différents forums ou pour régler les problèmes mondiaux. J'apprécie le soutien aux revendications indiennes pour devenir membre du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Catherine Trautmann

« La relance de l'Europe n'est pas un slogan et n'est pas un propos que nous tiendrions en l'air. C'est une nécessité car aujourd'hui la crise de confiance qu'aborde l'Union européenne est liée à la douleur et à la détresse sociale puisque 7 millions d'emplois ont été supprimés, puisque nous constatons aujourd'hui avec les plans d'austérité, la remise en cause de pans entiers de la protection sociale et puisque nous ne voyons pas de véritables politiques de relance, ce qui évidemment ajoute au désordre et aux difficultés sociales des perspectives éminemment sombres.

La première réponse est la régulation économique et financière que nous proposons et que nous voulons opposer au cynisme des marchés, au capitalisme financier qui a laissé s'installer la spéculation financière. Mais cette crise économique et sociale représente pour les socio-démocrates et pour les socialistes, une véritable opportunité. Une opportunité qui suppose d'approfondir le débat de fond sur ce que nous avons peut-être bien fait et mal fait. Il faut également approfondir la construction de la dernière étape de l'Union économique et monétaire, le volet du gouvernement économique.

Je voudrais parler de la crise de représentativité que connaît l'Europe sur le plan international. Nous sommes le premier marché mondial, nous sommes un géant politique, nous avons tout ce qu'il faut pour faire une puissance et nous sommes considérablement affaiblis.

Et ceci vient du comportement de nos États membres et de nos gouvernements marqué par la faiblesse de la solidarité, l'abandon de la méthode de la coopération renforcée.

Il y a donc à assumer ce choix face à la droite. La droite nous dit : "très bien, il faut faire quelque chose dans la période de crise que nous connaissons". *Mais dans la commission des budgets, la droite n'a pas voulu voter cette taxe sur les transactions financières. Un propos ici, des actes là, nous allons devoir dénoncer cette duplicité, cette absence de volonté politique et cette absence de solution. Assumer le choix de la régulation, c'est en même temps aussi des règles du jeu qui permettent d'avoir entre pays des règles de réciprocité dans l'ouverture des marchés, en particulier des marchés publics.*

Pour nous, la relance de l'Europe est importante parce que nous avons la vision d'un monde équitable et que, ce que nous voulons réaliser à l'intérieur de l'Union européenne, nous souhaitons que cela soit fait parallèlement à ce que nous pouvons apporter à l'échelle du monde dans nos coopérations au niveau euro-méditerranéen, dans les relations avec d'autres régions du monde, notamment le continent américain et nos pays amis, je pense au Canada, mais je pense en particulier au Québec, mais aussi à l'ensemble des pays d'Afrique ou des pays d'Asie.

Aujourd'hui il y a le défi énergétique, le défi alimentaire et le défi de l'agriculture.

Notre réforme de la politique agricole commune doit passer par une vision et une définition des échanges sur les produits agricoles. C'est un élément important de notre contribution et de notre texte.

Renforcer la solidarité, c'est bien sûr aussi, dans les nouvelles politiques de la recherche, de l'innovation, avoir de véritables coopérations. Enfin, je voudrais dire que nous avons un défi politique particulièrement important à relever qui est de nous engager en fidélité à notre conviction européenne dans la bataille pour les droits et les libertés. Qu'il s'agisse des Roms ou des politiques d'immigration, nous avons aujourd'hui un véritable défi à relever et ce défi vient tout simplement de ce qui est à l'origine de l'Union européenne, le projet européen n'est pas né de nulle part, il est né d'abord d'un crime terrible, et d'un crime terrible puisqu'il a été défini comme crime contre l'humanité. Le président de la République a décidé de revenir sur ce qui est non seulement notre terreau républicain, mais en même temps aussi sur ce qui a été à l'origine de la construction démocratique de l'Union, c'est-à-dire la convention européenne des droits de l'Homme, c'est-à-dire la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Et voilà ce que l'Europe doit continuer, non pas de promettre, mais de défendre. Voilà pourquoi il est important que demain, dans la procédure qui est engagée au plan européen, la justice et le droit l'emportent sur le populisme et sur le calcul électoral. Enfin, permettez à une vieille Européenne de dire qu'une étape est une étape et qu'une étape positive nous met en vitesse pour la suite. Ce texte nous donne un élan ».

Ousmane Tanor Dieng, président du Parti socialiste sénégalais

« Le Parti socialiste français, avec lequel nous coopérons dans l'Internationale socialiste, a un rôle de premier plan à jouer dans ce projet progressiste. L'Afrique attend de cette Convention, une nouvelle politique économique et sociale, une nouvelle vision de l'Afrique basée sur un véritable partenariat. Africains et Européens, dans le cadre de la mondialisation, doivent se parler, discuter, coopérer, mais il faut que ces règles, qui régissent nos relations, soient des règles qui soient discutées, qui soient l'aboutissement d'un échange d'où sortirait un accord gagnant-gagnant. Je pense que le respect des interlocuteurs que nous sommes, Africains, m'apparaît essentiel ».

Élisabeth Guigou

« Surtout, ne laissons pas Sarkozy s'emparer de ce beau projet euro-méditerranéen.

Nous avons une responsabilité particulière sur cette question euro-méditerranéenne ou plus largement euro-africaine.
Il va falloir peser dans la mondialisation, or l'échelle aujourd'hui, c'est au minimum le milliard d'êtres humains.
Dans un monde qui comprend 6 milliards d'habitants, 9 milliards d'ici vingt ans, notre Europe est malheureusement trop petite. Observons que l'Union européenne + le Maghreb + le Moyen-Orient, cela fait déjà 900 millions d'habitants. Avec l'Afrique noire aujourd'hui, l'Afrique sub-saharienne, 1,5 milliard. Et si l'on se projette dans vingt ans, ce grand ensemble fera 2,5 milliards d'habitants, soit 25 % de la population mondiale.

Pour peser dans la mondialisation, il faudrait aussi que cette union euro-méditerranéenne puisse retrouver la croissance. Au sud de la Méditerranée, il y a un gisement de croissance que nous aurions bien tort de refuser.
Nous avons aussi à exploiter des complémentarités. Lorsque nous ferons la Communauté européenne de l'énergie, nous ne nous contenterons pas de nous tourner vers la Russie et vers l'Est. Car il y a à nos portes un pays avec lequel nous avons des liens extraordinaires qui est l'Algérie.

Nous avons là-dessus bien entendu des complémentarités à exercer, non pas dans un esprit néo-impérialiste, mais avec l'esprit de donner de la valeur ajoutée au Nord et au Sud. Nous devrions penser les relations et les migrations, non plus en termes d'une Europe bunker, mais d'une mobilité professionnelle et familiale qui puisse constituer des allers et retours.

Dernier point, d'après le GIEC, le bassin méditerranéen est la zone la plus fragile du monde pour toutes sortes de raisons, montée des eaux, désertification, risques sismiques, nous devons nous en occuper ensemble. Nous devrions aussi nous attaquer en commun au thème de la sécurité. Ce qui est en train de se passer dans le Sahel sur fond de concurrence pour l'exploitation du sous-sol est quelque chose d'extrêmement grave. Nous ne pouvons pas nous contenter de laisser aux Américains le monopole des initiatives. Évidemment, l'Union européenne doit s'exprimer et prendre elle-même des initiatives. Ce projet euro-méditerranéen et à terme euro-africain est le seul projet capable de faire en sorte que le monde ne soit pas gouverné par le seul G20.

Grâce à ce projet Europe et Afrique nous pourrons peser dans les institutions internationales, y compris pour le juste échange. Au XXIe siècle l'Union européenne ne peut plus se contenter de regarder son nombril ».

Henri Weber

« En écoutant Poul Rasmussen, nous avons appris que la bataille pour le juste échange, initiée par les socialistes français, allait être reprise par le Parti socialiste européen.

À mon avis, ce n'est pas encore fait car au sein même des socialistes européens il y aura beaucoup de résistances.
Mais cette bataille du juste échange n'est pas un gadget, elle exige en préalable un intense combat idéologique et politique. La prégnance du libre échangisme, qui n'est que le libéralisme économique à l'échelle internationale, reste forte en dépit de ce que nous avons vécu depuis deux ou trois ans. Que cette bataille soit menée à l'échelle continentale, par le Parti socialiste européen, par les syndicats, par les ONG progressistes, c'est la juste dimension.

Il faut d'abord poser des normes non marchandes, des normes environnementales, des normes sanitaires, des normes sociales, des normes culturelles, des normes techniques, de protection des consommateurs et des producteurs intégrées aux traités commerciaux. Il faut que les droits humains fondamentaux pèsent autant et davantage que les impératifs du libre commerce.

Ce n'est pas chimérique, c'est déjà largement en cours, l'Union européenne est une puissance normative, ce que nous faisons au Parlement européen, nous qui sommes ici, c'est pour l'essentiel d'édicter des normes techniques, sanitaires et de veiller à ce qu'aucune marchandise qui ne les respecte pas ne puisse pénétrer dans l'espace européen.

Il faut utiliser également tout l'arsenal anti-dumping qui se trouve dans les contrats de l'OMC, les clauses de sauvegarde et surtout les clauses anti-subventions.

Nos propositions vont êtes attaquées de toutes parts, les libéraux vont nous expliquer que c'est du protectionnisme sournois, les protectionnistes vont nous expliquer que c'est du libéralisme aménagé, en réalité c'est une orientation autonome qui correspond à ce que doit être une ligne social-démocrate dans le champ du commerce international. Rendez-vous sur le site de la commission mondialisation où beaucoup d'argumentaires développés existent pour défendre ces positions, notamment 13 propositions pour un juste échange ».

Laurent Baumel

« À partir du moment où 15 % de la population mondiale continue de concentrer 80 % des richesses, à partir du moment où 50 % de la population mondiale vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour, la justice internationale n'est pas réalisée. Malgré le décollage de nombreux pays, malgré l'amélioration indiscutable de la situation dans plein de zones du monde, le bilan de plusieurs décennies d'aide au développement est aujourd'hui décevant. Le sous-développement a sans doute des causes internes.

Mais ce bilan décevant renvoie aussi aux limites et aux insuffisances de la politique des pays développés. Insuffisance quantitative d'abord : les objectifs du millénaire de porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB ne sont pas respectés globalement, pas plus par la France que par d'autres. L'aide n'est pas toujours ciblée vers ceux qui en auraient le plus besoin. Je crois qu'aujourd'hui 40 % seulement de l'aide est destinée aux 50 pays les moins avancés de la planète, et est tournée vers les secteurs stratégiques, c'est-à-dire répond à d'autres préoccupations que le fait de lutter contre la famine ou la misère dans le monde.

L'aide au développement a été victime de conceptions ou d'orientations profondément critiquables, du paternalisme, à travers lequel nous avons pu appréhender ces problèmes de développement, le fait d'avoir plaqué sur certains pays le modèle de l'État-nation, avec les structures administratives telles que nous pouvions les connaître nous, et qui ne fonctionnent pas. D'autant moins que nous ne sommes pas toujours allés au bout du raisonnement, en implémentant également la démocratie dans ces pays-là.

Le Sud est pluriel. Il y a a minima trois groupes de pays : les pays développés, les pays en développement et les pays émergents. Même dans les pays émergents, il y a des pays qui sont franchement émergés et d'autres qui sont encore émergents. Tout ceci doit nous amener à une analyse plus fine de la question sociale mondiale.

Nous devons réaffirmer notre devoir de solidarité vis-à-vis des pays les plus pauvres. Ce n'est pas le devoir de réparation, ce n'est pas le remord colonial. C'est une question de justice internationale. La misère est aussi le terreau de la violence, et la meilleure manière d'œuvrer pour la paix dans le monde, de diminuer les tensions, c'est de s'attaquer franchement à cette question de la grande pauvreté des nations. Deuxième idée : la France doit prendre sa part dans la réorientation de sa politique de l'aide au développement. Troisième idée, nous devons faire de la question de la sécurité alimentaire une question centrale. Quatrième idée : nous devons sortir définitivement de l'approche paternaliste de la Françafrique. La question internationale n'appartient pas simplement au gouvernement mais aussi aux sociétés. La question du rôle des collectivités locales, la question du rôle des ONG, doit être mise au cœur d'une nouvelle stratégie des socialistes dans les années qui viennent ».

Pierre Moscovici

« Le Sarkozysme est brutal, il est arrogant, il est partisan d'une forme de choc des civilisations. Il fallait que nous reformulions nos propres thèses dans un monde tout différent : la montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil, les difficultés du développement, la souffrance de l'Afrique, le changement climatique. Nous avons dans ce texte beaucoup de bonnes réponses, notamment sur le juste échange, la bataille des normes que nous devons mener, la recherche d'une nouvelle gouvernance multilatérale, à la fois dans le monde mais aussi en Europe.

Nous souhaitons cette Europe mieux gouvernée, relancée, réorientée sur le plan économique, écologique et social, et c'est la raison pour laquelle j'ai voté ce texte sans réticences sérieuses.

En même temps, j'avais formulé un certain nombre d'amendements qui n'ont pas été pris en compte, et un certain nombre de nuances que je veux présenter. La première, c'est notre tonalité par rapport à l'élargissement passé et aux élargissements futurs. L'élargissement, et j'en ai été un des protagonistes puisque j'étais ministre aux Affaires européennes dans le gouvernement de Lionel Jospin pendant cinq ans, et qu'une de mes tâches importantes était de préparer cela, s'est fait dans des conditions de précipitation importantes, il s'est fait sans approfondissement suffisant. Par rapport à cette nouvelle Europe, à cette grande Europe, je voudrais que nous ne paraissions pas arrogants. Demain nous serons aux responsabilités dans cette Europe à 27 et plus. Je demande que nous

Louise Beaudouin,
Secrétaire aux affaires internationales du Parti Québécois

« Pour relancer la francophonie, il faut une alliance entre la France et le Québec, entre le Parti socialiste et le Parti Québécois. Pourquoi cette alliance ? Pour quoi faire ? C'est au nom du multilatéralisme. La francophonie, c'est un laboratoire du monde. La francophonie doit être l'espace privilégié où les francophones du monde entier discutent des questions sociales, des questions politiques, des questions environnementales, s'enrichissent les uns les autres de leur diversité et imaginent, ensemble, une mondialisation maîtrisée où les droits humains ont préséance sur les droits commerciaux ».

soyons chaleureux, que nous soyons présents, que nous considérions que c'est notre Europe, cette grande Europe que nous voulons bâtir tous ensemble. Je suis élu d'une circonscription très populaire où le Front national fait des scores très élevés, et je n'ignore pas les réticences du peuple par rapport à l'adhésion turque. Je connais aussi les difficultés que pose ce pays. Je crois que nous avons un intérêt fondamental, un intérêt économique, un intérêt géostratégique, un intérêt culturel à l'adhésion à terme de la Turquie. Je ne voudrais pas que notre position apparaisse comment trop réservée. Je préfère une Turquie qui adhère aux valeurs européennes qu'une Turquie qui, petit à petit, semble trouver le régime iranien sympathique. Je pense que la Turquie a une vocation européenne, et j'aurais aimé que notre texte le marque davantage. Enfin, ma troisième nuance porte sur l'Europe politique elle-même. Nous sommes des partisans de l'Europe politique, nous conservons une perspective fédérale. Je souhaite que nous insistions davantage sur une union franco-allemande mais aussi sur d'autres progrès possibles avec d'autres pays. Pour changer le cours des choses en Europe, il faut aussi changer le rapport de forces des Européens, nous avons besoin pour cela d'une gauche qui soit capable d'élaborer un programme commun ».

Monique Saliou

« Très schématiquement, deux idées sur des points à approfondir. Nous avons besoin d'une vision pour l'Europe, comme d'ailleurs nous avons besoin d'une vision pour la France. Et cette vision pour l'Europe ne peut être que globale.

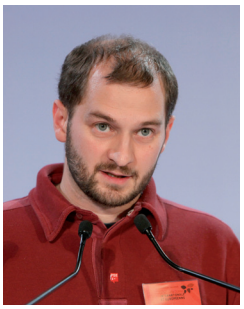
Comment arrive-t-on à l'Europe de la régulation ? L'Europe sociale ? Nous écrivons que nous travaillerons à un gouvernement économique, c'est indispensable, sauf qu'un gouvernement économique c'est l'existence d'une souveraineté que nous devrons accepter, c'est-à-dire que nous acceptons un pas vers des mécanismes d'Europe fédérale. Il faudra peut-être accompagner ce pas en avant d'outils politiques susceptibles d'asseoir la légitimité des décisions.

Comment par exemple contribue-t-on à créer un espace politique européen avec les syndicats, avec les associations qui travaillent à l'échelle européenne, et avec le Parti socialiste européen ? Comment abordons-nous le problème de la gouvernance européenne ? Nous sommes un peu timides sur ce sujet. Sommes-nous pour ou contre les coopérations renforcées ? Le pouvoir en Europe confié à un directoire de grandes puissances, ce qui est aujourd'hui la proposition de Nicolas Sarkozy, nous sommes pour pas ? Je ne doute pas que nous aurons des réponses au cours de l'approfondissement de notre réflexion ».

Pervenche Bérès

« Nous ne devons retenir qu'un chiffre, le coût de cette crise : 60 trillions de dollars. Cela nous laisse de la marge de manœuvre pour revendiquer une autre organisation des choses. Tout ce qui est dit dans le texte sur la politique industrielle, sur la Communauté européenne de l'énergie, est absolument stratégique. Mais une Communauté européenne de l'énergie peut être juste une stratégie d'investissement capitalistique. Or, nous avons besoin d'investissements stratégiques créateurs d'emplois. Cette Communauté européenne de l'énergie doit aussi changer un modèle de consommation. Accompagnons notre discours sur la Communauté européenne de l'énergie d'une proposition forte pour un bouclier énergie qui protège les ménages les plus modestes.

Je suis effrayée des conditions dans lesquelles est en train de se négocier le gouvernement économique de l'Europe. Cela tourne le dos à tout ce que nous avons réclamé depuis des années. Aujourd'hui, nous négocions le renforcement du pacte de stabilité en échange de l'aide à la Grèce. Tout ce qui pourrait faire rebondir l'Union européenne est nié. Cette discussion, qui va préfigurer la discussion sur le budget de l'Union européenne, ne s'intéresse qu'à une chose : le solde. Elle ne pose jamais la question des recettes telle que nous la posons, autour de la taxation des transactions financières ou des eurobonds. Et elle aboutit à s'intéresser à la question de la dette publique. Nous sommes les premiers à savoir que la question de la dette est une question sérieuse. Mais la traiter comme le font actuellement les ministres de l'Économie et des Finances, uniquement sous l'obsession d'une dégradation de leur note souveraine par les agences de notation, nous interdit radicalement de poser la question de notre stratégie pour le futur. D'où l'importance de nous remobiliser au sein de la grande famille socialiste européenne pour remettre l'Europe sur ses pieds ».



Thomas Petit

« Le texte présenté comporte de grandes avancées idéologiques que nos militants seront heureux de porter, notamment en 2014. Nous ne pouvons en cela que féliciter les rédacteurs du texte initial, ainsi que tous ceux qui ont participé, sur la Coopol, dans les commissions, dans les sections, pour l'approfondir.

Pour autant, certains points peuvent être améliorés. Par exemple, la reprise du Manifesto sur le salaire minimum est intéressante, mais il faudrait préciser qu'il s'agit d'un revenu minimum décent selon l'État dans lequel on vit. De même, sur la recherche de la croissance, de quelle croissance parle-t-on ? À qui profitera-t-elle ? À l'heure du débat sur les retraites en France et en Europe, et de la charge de Xavier Bertrand il y a quelques années pour autoriser un passage à 60 voire 65 heures par semaine au niveau européen, le PS doit défendre à nouveau la réduction du temps de travail afin que tout le monde puisse profiter des gains de productivité de la croissance.

Enfin, le paragraphe sur le PSE ajouté dans le dernier projet était nécessaire il est actuellement intégré dans le projet franco-allemand et devrait être bien séparé dans un point. De plus, un outil aussi fondamental à la diffusion du socialisme au niveau le plus pertinent, c'est-à-dire le niveau européen, aurait mérité mieux qu'un si petit paragraphe. Nous avons donc proposé d'inscrire la volonté d'avoir des candidats désignés en commun pour les instances européennes, et de définir des moyens pour que les militants soient informés sur tout ce qui se passe en Europe ».

Christophe Rouillon

« Je voulais intervenir en tant que délégué national de la fédération des élus socialistes et républicains, membre du comité des régions de l'Union européenne et maire de Coulaines, dans la Sarthe.

En 2012, la France devra parler autrement au monde et à l'Europe, nous devrons agir conformément à des valeurs républicaines universelles qui sont aujourd'hui piétinées sous les talonnettes de Nicolas Sarkozy. L'Europe devra aider les collectivités locales à palier l'inertie des États et la vague ultralibérale. Pour cela, il faut donner des moyens supplémentaires à l'Europe par un impôt européen et aussi une taxation financière pour financer nos politiques. Nous souhaitons aussi qu'il y ait une révision budgétaire qui maintienne les subventions pour les collectivités territoriales. J'ai plaidé pour que les collectivités locales d'Europe apportent un euro par an et par habitant pour que le budget européen augmente significativement la part de son budget consacré aux autorités non étatiques décentralisées.

Les collectivités ont ouvert aujourd'hui la voie à la réduction de la fracture méditerranéenne, qui produit des effets catastrophiques dans nos quartiers. Alors qu'aujourd'hui nous constatons l'échec de la politique de Nicolas Sarkozy, faite de cynisme et d'affairisme, et qui a été inaugurée en compagnie de Kadhafi, nous souhaitons, nous, élus locaux des trois rives de la Méditerranée, continuer à mettre en place une politique de partenariat lancée dans le cadre de l'Assemblée des régions de l'Euro-Méditerranée, et qui a rassemblé des élus de France, du Maghreb, de Palestine et également d'Israël. Malgré l'étranglement financier de la détestable contre-réforme territoriale de Nicolas Sarkozy, les collectivités locales peuvent faire beaucoup en matière de réduction des fractures territoriales en Europe et également dans le monde ».

Capucine Edou

« Les Africains, dans leur diversité, en ont assez d'être considérés comme miséreux, dans une logique de main tendue. Parce que l'Afrique est diverse ; l'Afrique connaît une forte croissance, elle dispose également d'hommes et de femmes qui sont mobilisés, qui sont créatifs, qui contribuent à transformer leur société, qui créent les conditions du développement économique et du développement social de ces sociétés.
Cela veut dire qu'il est temps de changer notre vision de cette société africaine, qu'il est temps aussi de changer le paradigme de l'aide au développement et qu'il faut maintenant redonner à la coopération ses véritables lettres de noblesse.

Cela veut dire soutenir les dynamiques endogènes de ces pays, soutenir ces sociétés et leur vision, et ne pas imposer notre vision de leur développement. Coopérer, c'est non seulement augmenter nos budgets d'aide, c'est aussi considérer que nous avons aussi des choses à apprendre de nos partenaires africains.

Il convient également de renforcer les coopérations scientifiques, les coopérations culturelles, universitaires, industrielles parce que nous avons aussi à gagner de cette coopération. Enfin, coopérer, c'est également se battre contre ces politiques qui empêchent l'émergence et la pérennisation d'un tissu agricole, d'un tissu industriel et économique local, qui est pourtant la vraie condition du développement de ces pays, et qui est aussi la condition de l'emploi et de la redistribution des richesses. Avec cette convention, le PS est porteur d'une nouvelle relation avec l'Afrique, une relation respectueuse, fondée sur la solidarité et les intérêts partagés ».

Jean-Christophe Cambadélis

« 350 amendements nous ont été présentés dans la commission des résolutions. Nous en avons retenu 50. Dans le chapitre sur l'ONU, nous avons retenu une formulation sur l'harmonisation des indicateurs de richesse, avec une prise en compte de l'indicateur de développement humain. Dans le chapitre sur le conflit israélo-palestinien, l'Afghanistan et l'Iran, nous avons ajouté : "...conformément aux résolutions des Nations unies et à la position que défend l'Union européenne", c'était la phrase initiale "...notamment pour la levée du blocus de Gaza".

Aux amendements sur l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, nous avons intégré la dépénalisation de l'homosexualité. Sur le juste échange, les amendements ont été fort peu nombreux parce que le texte était fort complet. Il y a eu un amendement adopté sur la question du droit à l'accès de l'eau, sur les coopérations policières et judiciaires. Sur la question de l'Europe, nous nous sommes concentrés sur la mention "Agir pour séparer les banques de dépôt des banques d'affaires". *Nous avons développé un peu plus la question du Parti socialiste européen, qui doit poursuivre son renforcement et devenir un véritable parti européen ; sur la mondialisation financière, nous avons noté de changer le périmètre de l'action publique, comme c'était demandé par de nombreux camarades. Et enfin, en conclusion, nous avons ajouté l'exigence environnementale. C'était un élément nécessaire, mais il avait échappé à notre sagacité.*

Cette convention a été voulue par Martine Aubry comme une étape de l'alternative que nous devons construire. Nous avons à partir de cette convention une vision, un dessein et des repères. Un monde où il y a eu, en l'espace de quinze ans, la concomitance à la fois de la chute du mur de Berlin et de la grande crise du capitalisme financier à l'échelle internationale. C'est un monde en déséquilibre, un monde avec une puissance relative du monde occidental, un monde avec l'émergence d'un certain nombre de nouvelles puissances, un monde confronté à la multiplicité des crises. C'est le monde dans lequel nous allons intervenir lorsque nous reviendrons au pouvoir, puisque nous reviendrons au pouvoir.

Le deuxième point, c'est notre dessein dans ce nouveau monde. Aujourd'hui, certains l'ont dit, le pays dirigé par Nicolas Sarkozy est un pays qui donne des leçons mais qui refuse d'en recevoir. C'est un pays qui parle mal à l'ensemble du monde. Nous devons prendre très exactement le contrepied de cette politique arrogante, incapable d'être sur le long terme et d'être dans un cadre de coopération. Nous devrons développer pour cela un travail coopératif avec l'ensemble de nos partenaires, qu'ils soient européens ou mondiaux. Mais pour cela, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, qui a libéré les nations, il faut être exemplaire. Vous ne pouvez pas réunir un G20 et faire la leçon au monde si vous avez vous-même des déficits colossaux. Vous ne pouvez pas faire la leçon sur la question des libertés démocratiques si vous avez engagé une politique en direction de certaines communautés ou en direction des étrangers qui est inqualifiable.

C'est une dépréciation de la valeur vitale dont parlait Léon Blum sur la question de la France, valeur vitale qui est celle de l'humanisme qui fait la spécificité

française par rapport à l'ensemble des autres nations, valeur vitale qui fait que nous sommes reconnus dans le concert des nations. Nicolas Sarkozy a abaissé la France, il l'a rendue aphone.
Une vision, un dessein, des repères, notre texte en fournit de nombreux. Le premier, c'est la régulation, c'est ce que l'on appelait le juste échange, c'est la capacité de ne pas être les bras ballants en disant à notre peuple : "nous ne pouvons rien faire, c'est comme cela, c'est la logique spontanée du système capitaliste, et dans ce système capitaliste, nous ne pouvons pas intervenir".

Le deuxième repère, c'est le renouveau européen. Aujourd'hui, la question qui est posée à l'ensemble de l'Europe n'est pas une question d'ordre politique, elle est une question d'ordre économique et social. Si nous restons sur la position qui était le grand débat des années précédentes, nous ratons la question essentielle du jour : comment nous allons avancer pratiquement ?

Enfin, dernier point, dernier repère, la paix. Je suis très content que le texte reprenne ce flambeau qui est celui de la paix, car il a été porté bien sûr au point de départ par Jaurès, qui en a payé de sa vie ; mais il a toujours été un point important du combat des socialistes.
Il se décline de différentes façons. Nous avons peut-être une chance un peu plus importante d'avancer sur la question européenne, pour deux raisons. La défense européenne va devenir une nécessité économique. Cette question de la nécessité de la mutualisation des armées européennes, vu les difficultés économiques, est une première question importante. La deuxième, c'est une question géopolitique. À partir du moment où le gouvernement américain décide de se concentrer d'abord dans son propre pays, le parapluie, la protection de l'Europe doit être assurée par les Européens eux-mêmes, et je pense que cette démarche peut fonctionner. Est-ce que nous arriverons à avancer dans le cadre de l'OTAN ou pas, dans une perspective de paix ? Je n'en sais rien, mais en tout état de cause, il y a un chemin pour notre diplomatie si elle sait saisir cette question.

Et puis dans le chemin de la paix, il y a bien sûr le grand débat à la fois sur l'Afghanistan, sur le Moyen-Orient, etc. Mais avant, un petit mot sur l'Afrique. On ne peut plus traiter l'Afrique comme nous l'avons traitée jusqu'à présent. C'est la question de l'intégration africaine qui est posée, de son fédéralisme. Il faut que les pays d'Afrique aient la possibilité de travailler ensemble sur le plan régional.

Ce sont des pays qui décollent, ce sont des pays qui ont des ressources naturelles, et ils ont surtout des jeunes générations. C'est pour cela qu'il faut y être présent. Oui, Sarkozy s'est trompé. Géopolitiquement, il valait mieux être en Afrique qu'en Afghanistan.

Nicolas Sarkozy avait dit dans sa campagne électorale : "Nous n'irons pas en Afghanistan." Nous y sommes. Et nous sommes totalement piégés : partir, revenir, rester... on ne sait que faire. Il faut inverser les priorités, il faut de l'investissement dans ce pays. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur le Moyen-Orient, ou sur la question de l'Asie, ou sur l'Amérique latine.

Camarades, nous avons donc un texte qui nous donne un certain nombre de repères à partir d'une vision que nous avons et que nous partageons aujourd'hui à l'unanimité, du monde. C'est une pierre de plus dans la marche qui est la nôtre à l'alternative politique. Nous faisons notre travail. Nous disons et nous portons les responsabilités et nous portons, dans les questions internationales comme dans les questions nationales, des solutions pour l'ensemble des Français ».

Résultat du vote du texte

Adopté à l'unanimité des votant-e-s

Retrouvez l'intégralité de la Convention sur
parti-socialiste.fr